

**Mr. Ferguson** said he was one of the first to object to the western boundary of the proposed Province, and to urge upon the Government to change it so as to include Portage la Prairie. He was an independent member of the House, although he had given and was prepared still to give fair support to the Government. As for the hon. member for North Lanark, the whole country knew his political reputation was irretrievably ruined, that while he was in the Government he was willing to do anything that might be necessary to keep him there, and had become the biggest Tory of the whole of them. (Laughter.) Why, the hon. gentleman spoke of separate schools as if they were something horrible to contemplate; but if his memory served him right, the hon. gentleman while in the Government had voted for separate schools in this country. (Hear.) The truth was, the hon. gentleman's opposition to the Bill arose mainly from the fact that he was no longer in the Government. If he were still on the Treasury benches, he would not find much fault with it, even if it were more open to objection. (Hear.) He (Mr. Ferguson) could easily vindicate his own consistency, but he thought the hon. gentleman would find it extremely difficult to vindicate his. (Hear.) With regard to the rebellion, he (Mr. Ferguson) charged that the responsibility for it was mainly on the heads of the Hudson's Bay Company's officials. This, he maintained, was borne out by indisputable facts; and yet the hon. gentleman's Bill, which he offered as a substitute for the Government Bill, proposed to keep these officials in power for an indefinite period. As regards the educational clauses of the Government measure, he (Mr. Ferguson) was opposed to the establishing of any sectarian schools, and trusted that the Government would consent so to change the Bill as to remove all doubt upon that point. With respect to the reservation of 1,400,000 acres of land, he was informed that it would leave only about 1,200,000 acres for settlers going in. If that was the case he would regard it as great injustice, which he trusted the Government would not press on the House. The resolution was much too large and he would have an amendment to propose, when the proper time arrived, if the Government would consent to change in this respect, and if in some other particulars the Bill was made more satisfactory, the Government might rely upon his support, but, if not, he must say they would have to look elsewhere for support.

**M. Ferguson** dit qu'il a été l'un des premiers à s'opposer à la limite occidentale de la province proposée et à presser le Gouvernement de la modifier de façon à inclure Portage la Prairie. Il est membre indépendant de la Chambre bien qu'il ait appuyé et soit toujours disposé à appuyer le Gouvernement. En ce qui concerne l'honorable député de Lanark-Nord, le pays entier sait que sa carrière politique est irrémédiablement compromise, que tant qu'il demeurera au Gouvernement, il sera disposé à faire tout en son pouvoir pour s'y maintenir et qu'il est devenu le plus grand Tory de tous. (Rires.) Pourquoi l'honorable monsieur a-t-il parlé d'écoles séparées comme si c'était une éventualité impensable? Si sa mémoire est bonne, l'honorable député se souviendra qu'il a voté pour les écoles séparées dans ce Territoire pendant qu'il était au Gouvernement. (Bravo!) La vérité c'est que l'opposition de l'honorable député au projet de loi découle surtout du fait qu'il ne fait plus partie du Gouvernement. S'il occupait encore son poste au Conseil du Trésor, il ne trouverait que peu à redire contre le projet même si celui-ci prête davantage à la critique. (Bravo!) Il (M. Ferguson) pourrait facilement justifier la logique de sa propre conduite, mais il pensait que l'honorable député aurait énormément de difficultés à justifier la sienne. (Bravo!) Quant à la rébellion, il (M. Ferguson) en a rejeté la principale responsabilité sur les directeurs de la Compagnie de la baie d'Hudson. Des faits indiscutables le prouvent, soutient-il; et pourtant, le projet de loi que l'honorable député offre en remplacement du projet de loi du Gouvernement, propose de maintenir ces directeurs en fonctions pour une période indéfinie. Quant aux articles de la mesure gouvernementale qui portent sur l'éducation, il (M. Ferguson) s'est opposé à l'établissement de toute école confessionnelle et il a exprimé l'espoir que le Gouvernement consentirait à modifier le projet de loi de façon à éliminer tout doute sur ce point. En ce qui a trait à la réserve de 1,400,000 acres de terre, on l'a informé que cela ne laisserait qu'environ 1,200,000 acres aux colons éventuels. Si tel était le cas, il considérerait la mesure comme une grave injustice et espérerait que le Gouvernement ne presserait pas la Chambre d'approuver cette mesure. La portée de la résolution était beaucoup trop étendue et il voudrait proposer un amendement au moment voulu, si le Gouvernement consentait à modifier son point de vue à cet égard; si, relativement à certains autres aspects, le projet de loi était rendu plus acceptable, le Gouvernement pourrait compter sur son appui, mais dans le cas contraire, il devrait chercher un appui ailleurs.